

FEMMES ET CONFLITS

en Afrique de l'Ouest

DevTalks series – Reshaping Development
1^{er} mars 2021, 15h00 (CET)

© Fred Marie

MESSAGES CLÉS

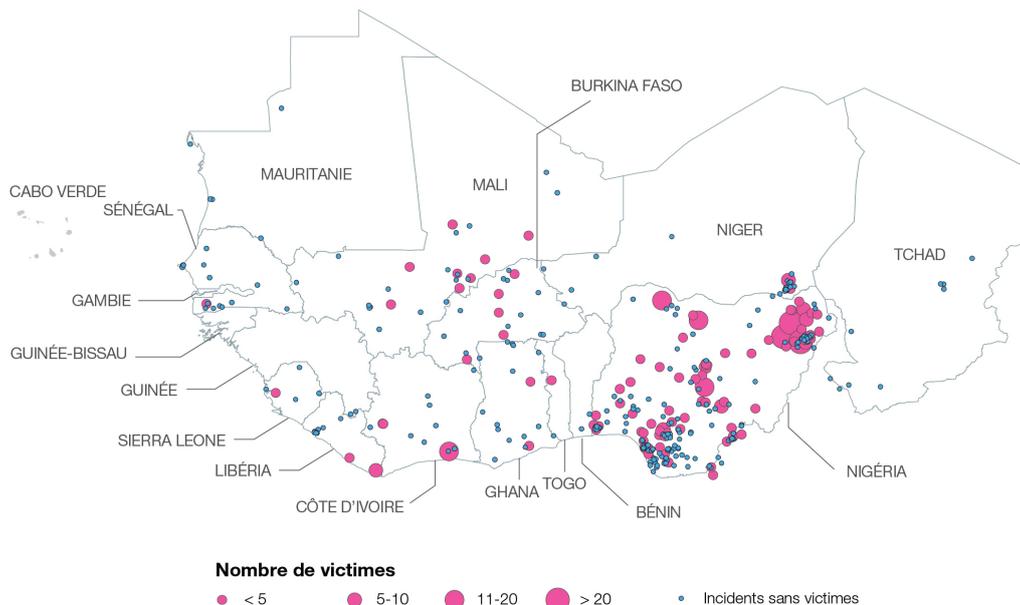
Dans le cadre de l'initiative du mois de mars pour l'égalité femmes-hommes de l'OCDE, le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest et le Centre de développement de l'OCDE ont organisé un DevTalk sur le thème « Femmes et conflits en Afrique de l'Ouest » le 1^{er} mars 2021. L'objectif était de contribuer à un processus d'apprentissage mutuel et de dialogue pour inspirer des réponses plus axées sur le genre aux conflits en Afrique de l'Ouest et tirer les enseignements de l'expérience acquise.

POINTS DE DISCUSSION

- ▶ L'importance du dialogue et de l'action aux niveaux local et communautaire pour : initier un changement des normes sociales ; autonomiser et soutenir les femmes qui ont fait l'expérience de l'extrémisme violent et souhaitent réintégrer la société ; construire des processus de paix et de médiation plus inclusifs ; et rétablir la confiance entre les communautés et les forces de sécurité, et
- ▶ L'importance d'une approche multi-scalaire pour aborder les questions d'inégalité entre les sexes, par exemple aux niveaux local, national et régional, mais aussi dans les zones rurales et transfrontalières, et la nécessité d'adapter les réponses politiques aux contextes spécifiques.

FEMMES ET CONFLITS

Victimes de violences politiques touchant les femmes, 2009-19



Source : Données ACLED 2019b. Walther, O. (2020), « Femmes et conflits en Afrique de l'Ouest », Notes ouest-africaines, n° 28, Éditions OCDE, Paris.



March on Gender
EMPOWERING THE RECOVERY
THROUGH WOMEN'S LEADERSHIP



CONTEXTE



- ▶ **Les conflits sont devenus plus violents et plus étendus en Afrique de l'Ouest.** Le nombre de personnes tuées a augmenté de façon spectaculaire au cours de la dernière décennie, ce qui représente 75 % de toutes les personnes tuées depuis la fin des années 90. L'année 2020 est la plus meurtrière jamais enregistrée, tant en termes d'événements violents (5 600) que de décès (> 16 000).
- ▶ **Les femmes et les jeunes filles paient un lourd tribut.** Elles sont victimes des organisations islamistes, des milices et des forces gouvernementales lors des opérations de contre-insurrection. Cependant, l'ampleur de la violence à l'égard des femmes reste largement méconnue car i) de nombreux événements ne sont pas enregistrés et ii) ceux qui le sont ne fournissent pas toujours des données ventilées par sexe sur les victimes ou les auteurs des violences.
- ▶ **Le Nigéria est l'épicentre de tous les types de violence** dans la région, y compris la violence contre les femmes : 65 % de tous les décès enregistrés depuis 2011 se sont produits au Nigéria. Cela s'explique en grande partie par les trois grands conflits en cours au Nigéria, dans la région du Delta, de la Middle Belt et du lac Tchad. L'insurrection de Boko Haram est souvent sous-estimée : plus de 6 fois plus de personnes ont été tuées dans la région du lac Tchad que pendant la guerre civile au Mali qui a débuté en 2012. Les deux factions de Boko Haram sont de loin les groupes insurgés les plus meurtriers, représentant 20 % de tous les événements violents enregistrés en Afrique de l'Ouest.
- ▶ **Les femmes sont également des auteurs de violences** par le biais du recrutement de nouveaux membres, de la promotion des objectifs des organisations violentes ou des attentats-suicides. Cette implication peut être due à une série de facteurs, dont le désir de vengeance ou de rédemption par le sacrifice individuel. Les mauvaises conditions de vie, le manque d'éducation et d'opportunités professionnelles et la large marginalisation des femmes dans ces régions aggravent la situation. Dans le nord du Nigéria, en particulier, certaines femmes voient en Boko Haram un moyen de s'émanciper des lois traditionnelles et d'obtenir un meilleur accès à l'éducation religieuse ou un partage de l'héritage plus équitable qu'avec le droit coutumier.
- ▶ **Les organisations militaires extérieures n'ont pas créé les conditions nécessaires à la protection des civils**, y compris des femmes jusqu'à présent. Si certaines interventions ont permis une stabilité temporaire, elles n'ont pas débouché sur un moyen durable de réduire la violence sur le long terme.

Perspectives d'avenir :

- ▶ **La protection des civils** devrait être la priorité des autorités étatiques et des alliés internationaux s'ils souhaitent promouvoir la stabilité à long terme dans la région.
- ▶ **S'attaquer aux problèmes des civils** est le moyen le plus efficace de contrer le jihadisme et les insurrections. En particulier dans les zones rurales et les régions éloignées des centres de pouvoir, où les populations locales sont souvent à la merci des organisations extrémistes.
- ▶ **Approche holistique** : la lutte contre l'inégalité entre les hommes et les femmes exige une approche holistique de l'autonomisation des femmes sur le plan social (éducation, santé, planning familial, lutte contre la violence sexiste), économique (droits fonciers et d'héritage) et politique (participation politique au parlement et au niveau local).
- ▶ **Approche intergénérationnelle** : pour que les normes sociales changent, une approche intergénérationnelle est nécessaire, en travaillant avec les jeunes garçons et filles, les hommes et les femmes, mais aussi avec les chefs religieux et traditionnels. « [Les Écoles des maris](#) » ont été citées comme un exemple réussi de promotion d'un changement de comportement positif au niveau communautaire en impliquant les hommes dans la prise en charge de la santé et du bien-être des femmes, de la santé reproductive, du planning familial, de l'hygiène familiale, du respect des femmes et de leurs droits.
- ▶ **Les pratiques traditionnelles néfastes** continuent de menacer de manière significative la santé et les chances de vie des femmes et des filles. L'éducation, impliquant les chefs religieux, est essentielle pour mettre fin aux [mutilations génitales féminines](#) et aux autres pratiques traditionnelles néfastes.
- ▶ **Processus de médiation et de résolution des conflits** : les femmes jouent un rôle fondamental dans ces processus, illustré par l'exemple récent de l'accord de paix humanitaire trouvé entre les [communautés fulani, dafing et dogon dans le centre du Mali](#), ainsi que

POINTS DE VUE DES INTERVENANTS

par la libération des filles de Chibok, retenues en captivité par Boko Haram. La mauvaise gouvernance et la corruption institutionnalisée ont toutefois rendu inefficaces de nombreux processus de gestion des conflits.

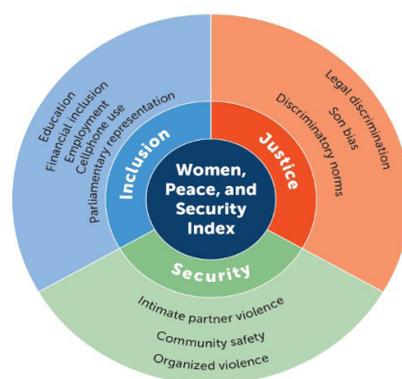
- ▶ **Création de réseaux sociaux par des [organisations de la société civile](#) pour soutenir les femmes dans les zones touchées par les conflits.** Ces réseaux sociaux permettent aux femmes de se réunir pour partager leurs histoires sur des défis communs - indépendamment de leur appartenance religieuse. Grâce à ces [réseaux](#), de nombreuses femmes ayant survécu à des groupes extrémistes violents, à des mariages forcés et à la traite des êtres humains à des fins sexuelles reçoivent un traitement médical, un soutien psychologique ainsi que des informations et des ressources précieuses (activités génératrices de revenus, aide financière) pour se rétablir et réintégrer la société.
- ▶ **La coopération entre les États doit être développée davantage** pour protéger les civils, y compris les femmes, qui cherchent refuge ailleurs. La protection des populations dans les zones frontalières est essentielle pour la sécurité des civils.
- ▶ **Des activités de formation et de sensibilisation des forces de sécurité** sont nécessaires pour assurer la protection des femmes contre les violences sexuelles et sexistes ainsi que le harcèlement sexuel. Cela peut contribuer à renforcer la confiance entre les communautés et les forces de sécurité - un élément essentiel de la consolidation de la paix. Garantir le dialogue entre les organisations de femmes et les forces militaires peut également faciliter ces efforts.
- ▶ **L'intégration des femmes dans les forces de défense et de sécurité** représente une stratégie efficace pour rétablir la confiance entre les communautés et les forces de sécurité. Les efforts du G5 « [Collège de défense](#) » en Mauritanie ont été soulignés à cet égard. Afin de renforcer la présence des femmes au sein des structures de défense et de sécurité du G5 Sahel, une première étape a été franchie pour identifier et analyser les principaux défis auxquels les femmes sont confrontées en matière d'accès et de maintien dans les carrières au sein des structures de défense et de sécurité du G5 Sahel.
- ▶ **Le financement de l'égalité des sexes dans des contextes fragiles** est l'expression d'une volonté politique. Un défi majeur consiste à allouer un financement adéquat, durable et flexible à la mise en œuvre de l'[Agenda Femmes, paix et sécurité](#). En 2017-18, 2,06 milliards USD d'aide bilatérale (en moyenne par an) ont été consacrés à l'égalité des sexes en tant qu'objectif principal du programme, ce qui représente 4,5 % de l'aide bilatérale aux contextes fragiles.

Encadré 1. Indice Femmes, paix et sécurité

Le bien-être des femmes est multidimensionnel, comme le démontre l'[indice Femmes, paix et sécurité](#), qui couvre les dimensions d'inclusion, de justice et de sécurité.

Les principaux résultats de la région sont les suivants :

- ▶ Les 16 pays d'Afrique de l'Ouest couverts par l'indice obtiennent des résultats inférieurs à la moyenne mondiale en ce qui concerne **l'inclusion financière et le nombre d'années moyennes de scolarité**.
- ▶ **La discrimination juridique formelle à l'égard des femmes** est mise en évidence au Tchad et au Niger, où les femmes mariées doivent demander l'autorisation de leurs maris avant d'ouvrir un compte bancaire.
- ▶ **La sécurité aux niveaux familial, communautaire et sociétal** : le Mali obtient des résultats médiocres dans ces trois domaines : 27 % des femmes ont subi des violences de la part de leur compagnon au cours de l'année écoulée, 40 % des femmes ne se sentent pas en sécurité dans leur communauté, et le pays est parmi les dix plus mauvais résultats mondiaux en matière de violence organisée.
- ▶ **La représentation politique** : le Sénégal est en tête de la région et fait partie des 20 premiers pays au monde avec 42 % de [femmes parlementaires](#). Au Nigéria, moins de 6 % des parlementaires sont des femmes, ce qui place le pays parmi les dix derniers au niveau mondial pour cet indicateur.
- ▶ **Les disparités infranationales** : par exemple, des disparités marquées en matière d'égalité des sexes existent au Nigéria, les meilleurs résultats étant concentrés dans le sud et les plus mauvais dans le nord.



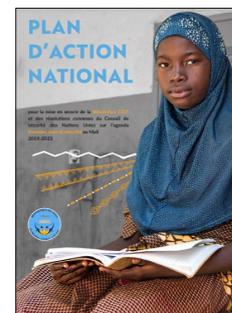
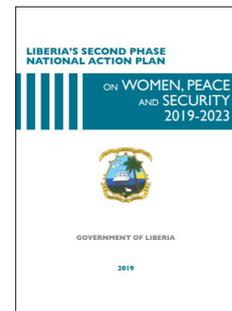
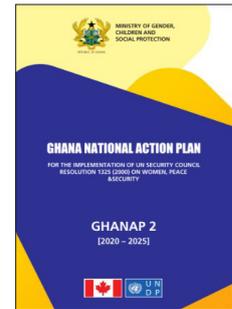
Encadré 2. Plans d'action nationaux en Afrique de l'Ouest pour l'Agenda Femmes, paix et sécurité

Il y a vingt ans, l'adoption de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies (UNSCR 1325) sur les femmes, la paix et la sécurité a fait date. Pour la première fois, le Conseil de sécurité s'est penché sur l'impact disproportionné et unique des conflits armés sur les femmes, a souligné l'importance d'une participation égale et entière des femmes à la paix et à la sécurité, et a appelé à l'intégration d'une perspective de genre dans tous les domaines de la consolidation de la paix. En 2005, le Conseil de sécurité a demandé des plans d'action nationaux décrivant les approches et les lignes d'action des gouvernements pour la mise en œuvre de l'Agenda Femmes, paix et sécurité.

Plans d'action nationaux en Afrique de l'Ouest : 13 des 17 pays ont développé des [plans d'action en Afrique de l'Ouest](#). Le Ghana, le Libéria, le Mali et le Nigéria ont développé des plans de deuxième et troisième générations, en s'appuyant sur le travail et les enseignements tirés des plans précédents. Ces plans décrivent les objectifs et les activités que les pays entreprennent, tant aux niveaux national qu'international, pour garantir les droits fondamentaux des femmes et des filles dans les situations de conflit, prévenir les conflits armés et la violence, y compris à l'égard des femmes et des filles, et garantir la participation significative des femmes à la paix et à la sécurité. L'objectif est de susciter des changements dans les financements, les programmes, les pratiques et les politiques au niveau national.

Principaux défis : les rapports d'activités du Conseil de sécurité mettent en évidence certains des principaux défis qui restent à relever par les pays :

- ▶ Les ressources financières ne sont généralement pas à la hauteur des engagements politiques.
- ▶ Peu d'acteurs ont traduit leurs engagements en progrès et de nombreuses initiatives restent à petite échelle, ponctuelles et basées sur des projets, sans garantie de soutien à plus long terme.
- ▶ Le leadership politique, les ressources et la responsabilité des résultats font toujours défaut.
- ▶ Les femmes continuent d'être perçues comme des agents passifs dans les conflits, plutôt que comme des moteurs du changement.



Mme Hamsatu Allamin, fondatrice et directrice exécutive, Fondation Allamin pour la paix et le développement, Nigéria

« Au Nigéria, la pauvreté et l'analphabétisme ont le visage d'une femme... La société n'est pas prête à accueillir les survivants des enlèvements de Boko Haram ».



Mme Francesca Di Mauro, Chef d'unité Afrique de l'Ouest, DG Partenariats internationaux, Commission européenne

« L'instauration de la confiance entre les communautés et les forces de sécurité est un élément essentiel de la consolidation de la paix. Cela implique de garantir le retour des services de base dans les zones touchées par le conflit et de s'attaquer à la violence subie par les femmes ».



Dr Diene Keita, Sous-secrétaire générale des Nations Unies et directrice exécutive adjointe (Programme), Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)

« Je ne cherche pas l'égalité des sexes, mais avant tout l'équité. Les normes sociales doivent changer. Les États doivent coopérer davantage, notamment au-delà des frontières, pour protéger les filles et les femmes ».



Dr Jeni Klugman, Directrice générale, Institut de Georgetown pour les femmes, la paix et la sécurité (GIWPS)

« Il existe une relation forte entre les différents aspects de la sécurité : entre la violence actuelle exercée par le partenaire intime, la perception de la sécurité de la communauté et la violence organisée. Il est important de regarder derrière les moyennes nationales pour comprendre les disparités régionales autour des inégalités de genre ».



Mme Aminata Ndiaye, Conseillère régionale en matière de genre, G5 Sahel

« L'intégration des femmes en uniforme dans les forces de défense et de sécurité du G5 Sahel n'est pas seulement une question de droits des femmes, c'est aussi une question d'efficacité stratégique ».



Dr Olivier Walther, Professeur assistant, Université de Floride

« La violence contre les femmes augmente en Afrique de l'Ouest, une tendance inquiétante qui pourrait être inversée si les stratégies de contre-insurrection visaient à protéger les civils plutôt qu'à éliminer les insurgés ».